

Chastel : « Pas question de toucher à la Sécu »

Président du MR depuis décembre 2014, Olivier Chastel trace la ligne des libéraux francophones avant l'ajustement budgétaire et le tax shift. Il appelle au calme au sein d'une majorité où N-VA et CD&V se querellent. Et adresse ce message à la N-VA : on ne touchera pas à la Sécu, on ne limitera pas dans le temps les allocations de chômage. « *Certains rêvent qu'ils vont réécrire l'accord de gouvernement. Je dis qu'on ne le réécrira pas.* »

Le MR maintient le cap en matière de réduction des dépenses publiques et d'économies linéaires en personnel, frais de fonctionnement et investissements, mais Olivier Chastel réclame de nouveaux engagements financiers en sécurité, justice et lutte contre la fraude. Tax shift : le bleu dit vouloir traquer « les fraudeurs, les spéculateurs, les pollueurs ». Il projette une taxe sur les plus-values de la spéculation, et freine sur la hausse de la TVA.

« Certains rêvent de réécrire l'accord de gouvernement. Je dis non »

► Olivier Chastel affiche les grandes options du MR avant l'ajustement budgétaire, et le tax shift.

► La N-VA veut des économies en Sécu, limiter dans le temps les allocations de chômage ? « Pas question de modifier l'accord de gouvernement ».

► Le président du MR voit de nouveaux engagements budgétaires dans trois domaines : sécurité, justice, lutte contre la fraude fiscale.

Président depuis décembre 2014, après que Charles Michel se fut envolé pour le « Seize », Olivier Chastel trace la ligne du MR là où son Premier ministre est tenu par son rôle d'arbitre rue de la Loi. Ajustement bud-

gétaire, tax shift, rapports avec le gouvernement wallon : la ligne, la voilà...

L'ajustement budgétaire est annoncé (lire en page 6), la N-VA fait pression : il faudra toucher à la sécurité sociale.

L'agitation de préconclave, c'est comme ça à chaque fois, cette musculation, ces exercices médiatiques... J'ai vécu cela comme ministre du Budget avec le gouvernement précédent, et je sais que chaque sortie complique la tâche de ceux qui vont négocier. Cela ne sert qu'à cela. Quant à l'ajustement, il faudra le double équilibre : en recettes-dépenses, et politique. Je ne suis pas inquiet. L'ajustement annoncé est de l'ordre du classique, ce n'est pas une montagne, c'est un col de deuxième catégorie.

Ajustement, tax shift, ce n'est pas rien... N-VA et CD&V parlent d'un « deuxième accord » de gouvernement.

Plutôt, cela va compléter l'accord de gouvernement. Prenez le « tax shift », la réduction des charges sur le travail : on fera cela complémentirement à ce que le gouvernement a déjà décidé dans son épure budgétaire pluriannuelle d'octobre 2014, je pense aux 900 millions, déjà, de diminution des charges, aux 960 millions d'augmentation des frais forfai-

taires en impôt des personnes physiques, à l'optimisation de l'enveloppe bien-être... Pour le « tax shift », on ne part pas d'une page blanche.

Nous y reviendrons. Mais précisez vos options pour l'ajustement. Faut-il engager des politiques nouvelles, pour quel montant, dans quels domaines ?

On sera trop court avec la « provision interdépartementale » de 300 millions prévue pour répondre aux demandes des différents ministres. C'est insuffisant. Alors, moi, au nom du MR, je vois trois domaines pour agir. Si on me démontre qu'en matière de sécurité, de renseignement, de forces de l'ordre sur le terrain, il est nécessaire de soulager l'effort, de ne pas s'en tenir strictement aux économies linéaires en personnel, fonctionnement, investissements, je peux l'accepter. Même chose en justice, où Koen Geens réclame un phasage des économies. Enfin, je pointe la lutte contre la fraude fiscale : si on nous fait la démonstration qu'on a besoin d'agents supplémentaires aux finances, à l'inspection spéciale des impôts ou ailleurs, nous devons donner les moyens. Voilà trois gros départements où le MR est prêt à analyser les demandes et à y répondre budgétairement.

Hervé Jamar, ministre MR du Budget, le réaffirme : « On est dans un pays où les dépenses publiques couvrent 55 % du PIB, c'est intenable, il faut garder la ligne des économies linéaires en personnel, fonctionnement, investissements. »

Bien sûr, moyennant les exceptions citées.

Ce qui jette les syndicats de la fonction publique dans la rue...

Mais nous sommes un pays d'Europe où la fonction publique coûte le plus cher, où l'emploi public est le plus important. Alors, je ne suis pas fétichiste sur le chiffre de 55 %, mais je dis que l'Etat peut mieux fonctionner avec graduellement

un peu moins de moyens, en s'organisant, en faisant des choix. Je suis ouvert, mais on ne peut plus accepter la fuite en avant dans les dépenses publiques.

Mais on y revient : la N-VA, elle, a le même discours vis-à-vis de la Sécu, où elle veut économiser, et limiter dans le temps les allocations de chômage...

Certains rêvent qu'ils vont réécrire l'accord de gouvernement. Je dis qu'on ne le réécrira pas. L'accord de gouvernement est clair et ambitieux, on le mettra en œuvre, mais rouvrir des chantiers, du style limiter dans le temps les allocations de chômage, ça ne sert qu'à rentrer en né-

gociation, à faire de la musculation, et ça n'aide pas. Certains points rappellent les programmes électoraux, mais je vous dis, moi, que cela ne fera pas partie de ce qui sera sur la table de négociations lors de l'ajustement et du tax shift. Limiter les allocations de chômage, ce serait réécrire l'accord de gouvernement. C'est non.

Vous dites ça, mais en négociation, votre parti peut bouger, non ?

Celui qui croit ça, il peut remettre son porte-plume dans son capuchon et changer de métier.

Bart De Wever ne sera pas content...

Ma réaction est celle d'un président de parti serein, responsable, qui veut mettre en application l'accord de gouvernement, point. On ne touchera pas à la Sécu. Il n'y aura pas de changement fondamental en sécurité sociale. Parce que si on fait ça, il faut rouvrir d'autres chantiers, et un accord de gouvernement est un équilibre subtil. Je ne fais pas de surenchère, je ne lance pas d'idées matamoresques, je ne veux pas compliquer la tâche du gouvernement, celle du Premier ministre. L'ambition du gouvernement est grande : amélioration de la compétitivité, création d'emplois, maintien de la sécurité sociale grâce à cela, lancement d'une série de grandes réformes. C'est sur cela qu'on le jugera à la fin de la législature. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI

**« La TVA ?
Si on veut
en discuter,
la première
mesure que
je veux voir
arriver, c'est
la baisse
du taux
de 6 % »**

**« Le gouverne-
ment wallon,
c'est comme
le feuilleton :
"Fais pas ci,
fais pas ça" »**

tax shift « Visons spéculateurs, fraudeurs et pollueurs »

« Tax shift » : les négociations débuteront après Pâques ?

Probablement. L'ambition, c'est de produire ses effets en 2016, par des décisions prises en 2015, il faut donc ouvrir les discussions sur cette opération après l'ajustement. En fait de « tax shift », on devra d'abord réfléchir à la manière de réduire les charges fiscales qui pèsent sur le travail. C'est la première question à se poser. La famille libérale, MR et VLD, veut trouver la manière d'améliorer considérablement le pouvoir d'achat des travailleurs en réduisant l'impôt qui pèse sur le travail. Il y a plusieurs formules : augmenter la quotité exemptée d'impôts, continuer à peser sur les frais for-

faitaires, ou des combinaisons... Quoi qu'il en soit, ce sera la première tâche : s'accorder sur la réduction d'impôts sur le travail.

Quel montant ?

Quelques centaines de millions, ou quelques milliards, je ne m'avancerai pas. Il faut une opération significative.

Didier Reynders avait parlé de 5 milliards.

L'opération doit être significative, je n'irai pas plus loin. Ma philosophie : favoriser les bons comportements, pénaliser les mauvais. Trouver les moyens chez les fraudeurs, les spéculateurs, les pollueurs. C'est mon concept.

Concrètement ?

Trois choses. Un : l'épure budgétaire du gouvernement

évoque 250 millions d'euros supplémentaires en matière de lutte contre la fraude fiscale sur les quatre premières années de législature, et je soutiens qu'en y mettant les moyens, on peut augmenter ce montant. Je l'avais dit déjà à Charles (Michel) en voyant le tableau budgétaire de départ. On peut être plus ambitieux. Elke Sleurs veut concrétiser 40 propositions parmi les 108 qui avaient été formulées jadis par la commission parlementaire de lutte contre la fraude, et si on couple ça avec des moyens supplémentaires, humains notamment, aux Finances, on peut être beaucoup plus ambitieux.

Deuxièmement ?

L'environnement. Je pense aux accises sur le carburant.

Il faut sanctionner les mauvais comportements.

Cette hausse des accises, c'est sûr ?

Oui, cela fera sans doute partie de la discussion. Il faudra travailler sur tous les éléments, être ouverts.

Trois ?

L'environnement. Je pense aux accises sur le carburant. Il faut sanctionner les mauvais comportements. Pollueurs, spéculateurs, fraudeurs : c'est ça ma vision du tax shift.

Johan Van Overtveldt, N-VA, ministre des Finances, a pointé la TVA.

Je lis ici et là des tas d'idées soi-disant magiques. Nous devons avoir pour ambition de faire un tax shift efficace, qui renforce le pouvoir d'achat, donc la consommation. Il ne faut pas pénaliser

certains comportements. Ce serait fou d'imaginer une taxe sur la plus-value d'un investisseur. Tout comme nous sommes opposés à la taxation sur les fortunes.

Les syndicats en veulent...

Oui, mais c'est inapplicable, et ça aurait des effets pervers catastrophiques. Quand Hervé Jamar, sous forme de boutade, dit au PS de l'instaurer en Wallonie, on voit la réaction... On nous répond que ce n'est pas possible, que ça fera fuir les capitaux !

Mais c'est aussi une question d'échelle.

Ah, en Belgique, qui est beaucoup plus grande que la Wallonie, n'est-ce pas, ça va aller, ça va rapporter, il n'y aura pas de fuite, les gens vont rester là... De qui se moque-t-on ? Ce genre de choses ne peut se faire qu'au

niveau européen. A part la France, tous les autres ont abandonné l'idée de l'impôt sur la fortune.

Revenons à la TVA, et à la tentation d'une belle rentrée financière...

Oui, magnifique... Mais moi, je ne mettrai pas la TVA sur la table. En tout cas, si on forçait les libéraux à parler de la TVA, notre première position serait de diminuer le taux de 6 %, jusqu'à 5 %, ou 5,5 %. C'est le taux touchant les produits de première nécessité. Après, ce que l'on fera derrière, je n'en sais rien, d'autres ont sans doute plein d'idées, mais moi, je ne suis pas demandeur. Si on veut en discuter, la première mesure que je veux voir arriver, c'est la baisse du taux de TVA de 6 %. ■

**Propos recueillis par
DAVID COPPI**

DEMAIN...

Notre supplément spécial : Réforme fiscale, les pistes à suivre

Ce samedi, dans un cahier de 10 pages, *Le Soir*, avec l'aide d'experts, réunit et présente tous les ingrédients nécessaires à la réforme fiscale, énoncée sommairement dans la déclaration gouvernementale.

Dans la foulée du contrôle budgétaire, les ministres devraient en effet évoquer le fameux « tax shift » qui doit alléger la fiscalité sur le travail.

TVA, taxes environnementales, taxation du patrimoine... Votre quotidien dissèque toutes les composantes possibles d'une réforme fiscale.

Ce samedi, « *Le Soir* » explique aussi pourquoi une telle réforme est nécessaire et dans quelle mesure elle va modifier le quotidien de tous les contribuables belges.

ANALYSE

La ligne

Olivier Chastel, première. Président du MR depuis décembre 2014, il trace la ligne du MR, là où Charles Michel est tenu par fonction, au « Seize », à un rôle d'arbitre, et doit veiller à ne heurter personne – surtout pas la N-VA, diront les esprits critiques dans la majorité, on pense au député CD&V Eric Van Rompuy, qui le pressait récemment d'exercer son leadership. Le fait est que le président libéral-réformateur a éprouvé le besoin de rappeler tout le monde au calme (rien de grave, mais ça peut le devenir), alors que chrétiens-démocrates et nationalistes se querellent dans la majorité. Dans le même temps, il balise (sans les chiffrer néanmoins, prudence) les options du MR en vue des deux grands rendez-vous pour le gouvernement fédéral : l'ajustement budgétaire, et l'opération « tax shift ». Un must de la suédoise en principe. Quant à l'ajustement budgétaire, Olivier Chastel recale fermement toute velléité de réaliser des économies conséquentes

en sécurité sociale, ainsi que l'idée de limiter dans le temps les allocations de chômage. Un message expédié franco à son homologue de la N-VA, Bart De Wever. Les nationalistes flamands apprécieront. Ils se consoleront peut-être en lisant que le président du MR maintient le cap pour l'essentiel (il réclame tout de même de nouveaux engagements en faveur de la lutte contre la fraude fiscale, la sécurité et la Justice) en matière de réduction des dépenses publiques, s'agissant des économies linéaires en personnel, frais de fonctionnement et investissements. Pour ce qui concerne le tax shift, Olivier Chastel vise, dit-il, les fraudeurs, les spéculateurs, les pollueurs ; et freine sur la TVA. Là encore, la N-VA appréciera. Conclusion : le bleu fend l'armure à la Toison d'Or. Trace la ligne, libérale-sociale dans sa bouche. Assure que la coalition fédérale, malgré tout, bouclera, gagnante, la législature. Quant aux rapports avec le gouvernement wallon, c'est une autre histoire (croit-on), peut-être celle d'une scission en cours, là aussi.

D.CI

N-VA/CD&V « J'en appelle à plus de calme, de sérénité, d'unité »

N-VA et CD&V ne s'épargnent pas, ça fait désordre.

Le gouvernement progresse, s'installe, on voit les réformes... Le constat que je tire après cinq mois : c'est une coalition inédite, certains n'ont jamais participé à un gouvernement fédéral, les partenaires ne se connaissaient pas spécialement, il a fallu trouver sa place... Bon, quand il y a trois ans, on avait mis autour d'une table Alexander De Croo et Laurette Onkelinx, ça ne s'est quand même pas passé sans frictions.

Dans « Le Vif », Didier Reynders dit que les querelles doivent cesser.

Vous savez, avec trois partis de droite ou de centre-droit, de la même Région au gouvernement, c'est normal, les frictions. Nous, on ne se chamaille avec personne...

Forcément, comme seul parti francophone...

Oui, je l'ai dit, nous, on ne se chamaille avec personne... Bon, oui, j'en appelle à plus de calme, sérénité, unité, et à travailler en interne, au sein du gouvernement. Je mets tout ça sur le compte des premiers mois d'une coalition, où chacun doit trouver ses marques...

Une façon douce de dire : maintenant, stop, de l'ordre svp.

Ce serait plus facile pour la vie de

ce gouvernement. Maintenant, si d'aucuns veulent continuer à exprimer leurs thèses à l'extérieur, je leur dis que parler, c'est facile, les avis matamoresques... Mais ça n'aide pas ce gouvernement.

Le mouvement social vous inquiète ? Le gouvernement peut-il tomber ?

Nous irons jusqu'au bout de la législature, bien sûr. Je déplore la manière injuste avec laquelle, globalement, le monde syndical qualifie le gouvernement. On a eu une vraie concertation sociale, avec des accords salariaux en décembre, en

février, et parce qu'on n'a pris en considération « que » 85 % ou 90 % de l'accord entre partenaires sociaux sur les prépensions, on redéclenche des manifestations ! Il y a de la politique dans l'action syndicale. Et ne venez pas dire que nous avons inventé la formule du « chômage avec complément d'entreprise », puisqu'il s'agit de cela avec les prépensions... C'est Elio Di Rupo, et sa ministre de l'Emploi S.P.A, Monica De Coninck, au début 2012, qui l'ont inventée. On reste dans cette logique.

Quoi qu'il en soit, ce sont les pouvoirs régionaux qui auront à appliquer votre réforme des prépensions, et le gouvernement wallon n'en veut pas...

J'ai cru constater une grosse différence d'appréciation entre les gouvernements flamand et wallon, je ne sais pas à quoi cela est dû...

Paul Magnette, PS, ministre-président, dit que le fédéral « attende aux intérêts » de la Wallonie...

Vous direz à Paul Magnette que je me demande ce que ferait son gouvernement régional s'il n'avait pas à critiquer le gouvernement fédéral ! Le gouvernement wallon, c'est : « Fais pas ci, fais pas ça »...

Comme le feuilleton. A part s'en prendre à la classe moyenne – primes logement, titres services... – et inventer des plans en tous genres – le plan Marshall 4.0,

tout le monde se demande de quoi il est fait –, il faudra qu'on m'explique. C'est une aubaine pour eux de pouvoir dire : « Oh là là, quel mauvais gouvernement fédéral qui s'en prend à la Wallonie ! ».

La suspension du Thalys wallon, ils ne l'ont pas inventée.

La possibilité de suspendre le Thalys, oui, ils l'ont inventée : ce fut le cas à deux reprises sous un ministre socialiste dans le gouvernement précédent.

Fédéral-Wallonie, impossible de travailler ensemble ?

Il y a un organe pour cela, le comité de concertation.

Mais ça ne marche pas.

Parce qu'ils ne mettent aucun point à l'ordre du jour.

Paul Magnette explique que la liste de départ est sans cesse reportée, par la faute du fédéral...

Et la vérité, c'est qu'ils ne mettent rien à l'ordre du jour. Avec le gouvernement flamand, on travaille. Au sud... Ceux qui ont fait le choix en Wallonie d'une telle majorité portent la responsabilité...

Au contraire, en face, ils pointent le choix du MR d'aller seul au fédéral.

Allez ! ■

Propos recueillis par
D.Ci